



Agence française
de développement
Département de la Recherche
Appui à la Gestion des
Connaissances
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr • Site-AFD@afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

- 1. L'EAU** ■ Eaux et sols de l'Afrique du Nord ■ Global Population and Water ■ The Value of Water
- 2. LA TERRE** ■ La dépendance pétrolière : mythes et réalités d'un enjeu stratégique ■ Guide pratique du marché des quotas d'émissions de CO2 ■ Résidus de cultures, une alternative au pétrole
- 3. LES HOMMES** ■ Climate Change and Human Health: Risks and Responses ■ Crossing Borders: Remittances, Gender and Development ■ Lutte contre la pauvreté : la grande hypocrisie
- 4. LES ORGANISATIONS** ■ Guide de la Banque mondiale ■ First Language First: Community-Based Literacy Programmes for Minority Language Contexts in Asia ■ La convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption est-elle efficace ?
- 5. DROIT, REGULATION** ■ Le rapport censuré : critique non autorisée d'un monde déréglé ■ Rapport du président du Comité des négociations commerciales au Conseil Général ■ Architecture financière internationale : au-delà des institutions de Bretton Woods
- 6. GÉOGRAPHIES** ■ Comment la France a perdu l'Afrique ■ Arab Human Development Report 2004: Towards Freedom in the Arab World ■ Asie émergente - 2005

Editorial

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

New York ■ 14 - 16 septembre 2005

Lancés en 2000, les huit objectifs du millénaire pour le développement, qui vont de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté à l'éducation primaire pour tous, tout en forgeant un partenariat mondial pour le développement d'ici 2015, constituent-ils un schéma trop ambitieux ?

Le Sommet mondial de 2005, qui se tient du 14 au 16 septembre à New York à l'occasion du 60e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, rassemble plus de 150 chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des observateurs et membres d'organisations non gouvernementales et d'organisations régionales. L'ordre du jour est chargé : financement du développement mais aussi sécurité, droits de l'homme et réforme de l'ONU. Ces thèmes seront examinés par les gouvernements à partir d'une série de propositions présentées en mars dernier par le Secrétaire général, Kofi Annan, dans son rapport intitulé « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous ».

S'agissant du développement, le tout dernier rapport des Nations Unies, « Objectifs du Millénaire pour le développement - rapport 2005 », présente le tableau le plus complet à ce jour des progrès réalisés et du chemin à parcourir dans chacune des grandes régions

de la planète. Il rend compte de la collaboration soutenue qui s'est instaurée entre un grand nombre d'institutions et d'organismes faisant ou non partie des Nations Unies. Il pointe les efforts restant à fournir pour réaliser les Objectifs. Mais il en ressort que si les tendances actuelles se maintiennent, la plupart des pays les plus pauvres risquent de ne pas en atteindre beaucoup.

Les Objectifs du millénaire sont devenus une référence quasi-universelle en matière d'aide au développement et de lutte contre la pauvreté. Cette réunion plénière de haut niveau permettra peut-être de mesurer les progrès accomplis concernant tant les OMD que tous les autres engagements pris lors des grandes conférences de Monterrey et de Johannesburg en 2002. Elle risque plus sûrement d'alimenter une fois de plus le scepticisme quant à la volonté réelle des gouvernements d'atteindre ces objectifs et à la pertinence des moyens mis en œuvre pour ce faire.

▶ www.un.org/french/largerfreedom

Rapport 2005, Nations Unies, New York, 2005 :

▶ http://millenniumindicators.un.org/unsd/mi/pdf/MDG%20Book_fr.pdf

Projet de résolution finale du Sommet :

▶ www.un.org/french/summit2005/documents.

L'eau

L'agenda

L'ouvrage

Eaux et sols de l'Afrique du Nord

Tiercelin, JR. - FAO, 2003, 75 p. - [Cote ZAN.022](#)

L'aménagement et la gestion des eaux et des sols en Afrique du Nord donnent lieu à un examen détaillé, destiné à faire apparaître les acquis des pays de la région et les problèmes auxquels ils se trouvent confrontés. L'analyse porte sur les thèmes "eau" et "sol", mais également sur leur interaction avec les autres politiques nationales, en particulier la politique agroalimentaire. Des développements particuliers sont consacrés à des points importants rarement évoqués : aspects économiques de l'usage d'eau dessalinisée et d'eaux résiduaires recyclées, évolution de la tarification de l'eau potable, développement de la céréaliculture irriguée et de la riziculture, amélioration de la productivité des périmètres irrigués, recrutement et formation des agents d'encadrement. Enfin, plusieurs des thèmes traités donnent lieu à des recommandations et des propositions d'actions concrètes, notamment l'acquisition des informations nécessaires à une décision efficace et le renforcement de la coopération régionale.

Le rapport web

Global Population and Water

Fonds des Nations Unies pour la Population, 2003, 74 p.

Dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable en 2002, les gouvernements se sont engagés à atteindre les Objectifs concernés sur le plan international en matière de développement, y compris ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Afin de renforcer les efforts déployés pour éliminer la pauvreté, ils ont décidé de réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'assainissement et à l'eau potable. La Branche Population et développement a préparé ce rapport qui a contribué au dialogue ouvert lors du troisième Forum mondial de l'eau à Kyoto, et s'intéresse à la population ainsi qu'à l'égalité entre les sexes et la santé ; questions toutes directement liées au débat récurrent sur les ressources en eau.

- 6ème conférence internationale de l'Association européenne des ressources en eau (EWRA) : partager une vision communautaire de la gestion des ressources en eau, 7-11 septembre 2005, Menton, France
- Eau, santé et environnement, Département d'ingénierie hydrologique de la Faculté d'ingénierie, université de Tanta, 13-15 septembre 2005, Tanta, Egypte
- Approches adoptées en matière de planification et de gestion durable des grands barrages, Centre des études interdisciplinaires de technologie, UNESCO, 19-28 septembre 2005, Darmstadt, Allemagne
- Atelier international sur la participation du public à la gestion des ressources en eau, Centre régional sur la gestion de l'eau dans les zones urbaines, UNESCO, 26-28 septembre 2005, Mascate, Oman
- Réunion internationale sur l'application de la directive cadre européenne sur l'eau, Groupe des organismes de bassins européens pour l'application de la directive cadre, 29 septembre-1er octobre 2005, Namur, Belgique

L'article

The Value of Water

UNDESA, 2004, 22 p.

La question de la définition de la valeur de l'eau suscite des controverses et des passions. L'article montre que la valeur de l'eau est un concept multidimensionnel. Elle doit en effet prendre en compte aussi bien des considérations économiques que les traditions sociales et culturelles des populations, leur perception du monde. Ce papier aborde ainsi différentes thématiques : stratégies d'investissement, partenariat public-privé, principe du pollueur-payeur, allocation des ressources, prise en compte du genre, participation communautaire, redevabilité et gouvernance. L'évocation des différents exemples puisés dans de nombreux pays que propose cet article suggère qu'il existe autant d'approches possibles dans la détermination de la valeur de l'eau qu'il y a de sociétés et de contextes culturels, mais qu'il existe un consensus sur les principes de base.

La terre

L'agenda

L'ouvrage

La dépendance pétrolière : mythes et réalités d'un enjeu stratégique

Boudaire, J.M. ; Chevalier, J.M - UNIVERSALIS, 2005, 195 p. - [Cote N2.037](#)

Depuis l'intervention américano-britannique en Irak, deux points de vue s'affrontent. Le premier, soutenu par un fort mouvement d'opinion, dénonce la « guerre pour le pétrole » à laquelle se livrerait l'Amérique. Le second, au contraire, cherche à démontrer qu'aux États-Unis, « le pétrole ne fait pas la politique ». Ces deux thèses soulèvent en fait une même question : dans quelle mesure le pétrole, indispensable aux économies, conditionne le développement des politiques ? Attisée par l'affaire loukos en Russie, l'explosion de la demande énergétique chinoise et le niveau élevé du prix du baril, la question pétrolière occupe à nouveau le centre du débat stratégique. À travers une série d'études régionales, les auteurs de cet ouvrage s'interrogent sur les mythes et les réalités liés à la dépendance pétrolière, en étudiant les véritables impacts géopolitiques, en envisageant les évolutions possibles.

Le rapport web

Guide pratique du marché des quotas d'émissions de CO2

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable 2005, 28 p.

Depuis le 1er janvier 2005, la directive sur l'échange des quotas d'émissions de CO2 s'applique aux vingt-cinq États membres de l'Union européenne. Cet ouvrage prévoit que les États allouent aux entreprises de six secteurs industriels intensifs en gaz à effet de serre (production d'énergie, ciment, verre, métaux ferreux, industries minérales, pâtes à papier), des quotas d'émissions. À la fin de chaque année, les entreprises devront restituer les quotas correspondant à autant de tonnes équivalent CO2 qu'elles ont été autorisées à rejeter. Grâce, entre autre, à ce marché de quotas, l'Union européenne devrait parvenir à réduire, vers 2010, ses émissions de 8 %. Le tout pour un coût économique réduit au

- Conférence régionale sur l'énergie pour le développement durable, PNUE, 10-12 septembre 2005, Le Caire, Egypte
- Colloque sur la réduction des émissions et stockage géologique du CO2, IFP, BRGM, ADEME, 15-16 septembre 2005, Paris, France
- 18ème congrès mondial du pétrole, WPC, 25-29 septembre 2005, Johannesburg, Afrique du Sud
- Conférence de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux, AITN, 26-28 septembre 2005, Pékin, Chine
- 5ème Forum européen du management de l'environnement, de la sécurité et du développement durable, ADEME, ministère de l'Ecologie et du Développement durable, 28-29 septembre 2005
- 4ème rencontres Agricultures et mondialisation, IFRI, 6 octobre 2005, Paris, France

minimum. À l'initiative de la Mission interministérielle de l'effet de serre, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts, le ministère de l'Ecologie et du Développement Durable a élaboré ce Guide du marché des quotas d'émissions. Destiné aux 1 126 sites français entrant dans le cadre de la directive, cet ouvrage constitue un *vade mecum* de la gestion des quotas d'émissions. Il servira de manuel de référence et permettra aux entreprises françaises de conjuguer lutte contre le changement climatique et compétitivité économique.

L'article

Résidus de cultures, une alternative au pétrole

Afrique Agriculture, 2005, pp. 4-6

Pétrole devenu trop cher, bois de chauffe devenu trop rare. L'heure est peut-être venue d'utiliser les autres sources d'énergie disponibles en milieu rural. Carburant issu de résidus de cultures ou à base d'huiles végétales, gaz obtenus par la fermentation de la biomasse : tous ces produits sont capables de faire tourner des moteurs diesel ou des petites centrales électriques souvent à moindre coût.

Les hommes

L'agenda

- Journée internationale de l'alphabétisation, 8 septembre 2005
- Congrès international des médecines tropicales et du paludisme, 11-15 septembre 2005, Marseille, France
- Les enjeux du Millénaire, Association 4 D et Alternatives internationales, conférence, 20 septembre 2005, Paris, France
- Insécurité et développement, conférence internationale, Institut allemand pour les politiques de développement (DIE) et Association européenne de recherche et de formation dans le développement (EADI), 21-24 septembre 2005, Bonn, Allemagne
- Journée mondiale des enseignants, 5 octobre 2005
- Comblent l'écart entre politique, recherche et intervention, 3ème SAHARA, (Social Aspects of HIV/AIDS Research Alliance), 10-14 octobre 2005, Dakar, Sénégal

L'ouvrage

Climate Change and Human Health: Risks and Responses

OMS, 2003, 322 p. - [H1.305](#)

A travers les âges, les hommes ont été responsables de mutations des écosystèmes au sein desquels ils vivaient et de modifications de leur climat local. Aujourd'hui, l'influence des hommes se manifeste à une échelle mondiale. Ceci reflète la rapide augmentation récente de la population mondiale, de la consommation en énergie, de l'usure de la terre, du commerce, des voyages et autres activités humaines. Ces changements mondiaux ont permis de prendre davantage conscience du fait que la santé des hommes repose à long terme sur la garantie de la stabilité et du fonctionnement des systèmes socioéconomiques, physiques et écologiques de la biosphère. Le climat de la planète fait partie intégrante d'un processus complexe destiné à maintenir la vie. Le climat et le temps ont toujours eu un impact déterminant sur la santé et le bien-être de l'homme, mais ils subissent à l'instar d'autres systèmes naturels, les pressions résultant de l'activité humaine. Ce volume analyse les processus du changement climatique et son impact sur la santé. Il met en lumière les défis que sociétés et gouvernements devront relever, en particulier dans le domaine de la santé.

Le rapport web

Crossing Borders: Remittances, Gender and Development

Ramirez, C. ; Dominguez, G. ; Morais, J.M. - Working Paper, 2005, 68 p.

Ce rapport passe en revue les éléments nécessaires au développement d'un cadre conceptuel qui permettra d'approfondir la compréhension des interrelations entre migration, genre, transferts aux migrants étrangers et développement. Il identifie les principaux éléments en jeu, considérés comme pré-requis à toute tentative d'analyse de la dimension relation de genre dans la question de l'envoi, de l'utilisation et de l'impact des transferts de fonds aux migrants. Le cadre ainsi défini vise à établir la base d'une réponse plus adéquate aux questions telles que : dans quelle mesu-

re la féminisation croissante des migrations affecte-t-elle les flux de transferts ? Comment ces transferts contribuent-ils à la réalisation de la parité ? Comment les transferts peuvent-ils être utilisés pour réaliser un développement durable qui n'exclut pas les femmes ?

L'article

Lutte contre la pauvreté : la grande hypocrisie

Alternatives internationales, n° 27, septembre 2005, pp. 28-38

A la veille de la réunion des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire, ce numéro affirme que ces objectifs ne seront pas atteints, arguant que « à l'avarice des pays riches s'ajoute leur refus de réformes qui sortiraient le Sud de la logique de dépendance ». Au Caire, les filles sont à la porte de l'école. Le Mali reçoit 37 millions de dollars d'aide, mais en perd 43 en raison de l'effondrement du cours du coton. « Au Cambodge, les élites politiques considèrent le bien public comme leur propriété, les instituteurs taxent leurs élèves, les étudiants achètent leurs diplômes et les fonctionnaires détournent les fonds ». Le dossier conclut que « sans changement des règles du commerce mondial, le Sud ne s'en sortira jamais. L'aide restera un palliatif. Seuls les pays qui ont les moyens de ne pas se soumettre aux politiques du FMI se donnent une chance de réussir. Le libéralisme garantit l'échec du Sud ».

Les organisations

L'agenda

L'ouvrage

Guide de la Banque mondiale

Banque mondiale, 2005, 247 p. - [Cote R2.076](#)

Ce guide est un ouvrage de référence sur les cinq institutions qui composent le Groupe : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Il brosse un tableau de l'histoire, de l'organisation, de la mission et des objectifs de la Banque mondiale. Il propose une description des opérations de la Banque mondiale ainsi qu'un bref aperçu de ses politiques, projets et procédures. Une introduction à la multitude des sources d'informations que propose la Banque mondiale permet de mieux appréhender et utiliser les divers types de documents, statistiques et rapports que cette institution publie, sur son site Internet ou en version papier.

Le rapport web

First Language First: Community-Based Literacy Programmes for Minority Language Contexts in Asia

UNESCO, 2005, 221 p.

Ce rapport résulte des travaux menés par un atelier créé en 2004 à Kuning (Chine) dans le cadre des recherches entreprises par l'UNESCO pour étudier le recours aux langues maternelles et au bilinguisme dans le but d'augmenter les taux d'alphabétisation des minorités ethniques, tout en améliorant leur qualité de la vie et en préservant leur culture. Le rapport rend compte d'expériences menées dans neuf pays différents, fondées sur des principes de mobilisation de la communauté. Il met l'accent sur l'identification des besoins en matière d'alphabétisation, le développement de l'apprentissage de l'écriture, le choix des programmes d'enseignement et du matériel pédagogique, la formation des enseignants, l'étude des stratégies et des outils d'évaluation, les éléments de politiques nationales.

- Réunion sur l'entrepreneuriat et les PME organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE), 6-7 septembre 2005, Genève, Suisse
- Forum économique du FMI sur la conditionnalité, 8 septembre 2005, Washington D. C., Etats-Unis
- Séminaire méditerranéen 2005 organisé par l'OSCF, 8-19 septembre 2005, Rabat, Maroc
- 5ème Université Européenne d'été - Entrepreneuriat et développement, Université Paris Dauphine, 15-22 septembre 2005, Paris, France
- Réunion d'experts sur la facilitation du commerce en tant que moteur du développement, CNUCED, 21-23 septembre 2005, Genève, Suisse
- 4ème journées doctorales d'économie du développement et de la transition, Université Paris 1, 29-30 septembre 2005, Paris, France

L'article

La convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption est-elle efficace ?

Mouette, P. - OCDE, 2005, 2 p.

Comparée à d'autres instruments multilatéraux de lutte contre la corruption, la Convention de l'OCDE a ceci de particulier qu'elle cible de manière spécifique les offres de pots-de-vin à l'étranger. Aujourd'hui, dans les trente-six pays ayant adopté des législations inspirées de la Convention de l'OCDE, corrompre un agent public étranger est devenu un délit. En d'autres termes, si une entreprise multinationale issue de l'un de ces pays verse un pot-de-vin à un agent public d'un pays en développement pour obtenir par exemple un contrat de travaux publics, cela constitue une infraction passible d'une sanction. Cette Convention qui a atteint une portée résolument mondiale, a servi de fondement à la lutte internationale contre le versement de pots-de-vin à l'étranger et fourni à la communauté internationale un cadre solide pour offrir un front uni face à la corruption.

- ▶ Voir le texte de la convention sur le site Internet de l'OCDE : <http://www.oecd.org/dataoecd/50/22/1827070.pdf> ainsi que la référence SCHERZO n° 00017823

Droit, régulation

L'agenda

- Table ronde sur la gouvernance d'entreprise en Asie, Direction des affaires financières et des entreprises, 8-9 septembre 2005, Denpasar Bali, Indonésie
- Symposium « La réforme structurelle et la réforme de la réglementation », Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) / Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, 9 septembre 2005, Kyungju, Corée
- Sommet des nations du monde, « Les Objectifs du Millénaire pour le développement », Nations Unies, 14-16 septembre 2005, New-York, Etats-Unis
- Réunions conjointes annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire Internationale, 25-26 septembre 2005, Washington D. C. Etats-Unis

L'ouvrage

Le rapport censuré : critique non autorisée d'un monde dérégulé

Maillard, J. - Flammarion, 2004, 288 p. - [Cote E3.135](#)

L'auteur, magistrat et l'un des meilleurs analystes européens dans le domaine de la criminalité internationale et du blanchiment d'argent, a réalisé, à la demande du ministère des Affaires étrangères, une étude approfondie sur l'évolution actuelle de la mondialisation. Sa mission : dans le contexte sécuritaire induit par le 11 septembre, identifier toutes les conséquences des « nouvelles menaces » sur la situation internationale... Ses conclusions : non seulement les institutions financières internationales et les grands Etats européens ou américains sont incapables d'enrayer une dérive illicite des échanges internationaux, mais ils la favorisent directement. A l'extérieur de leurs frontières, les Etats, en coulisse, élargissent toutes les zones de non-droit. On ne jugule plus les flux d'argent sale, ceux-ci sous-tendent, complètent et soutiennent avantageusement les flux d'argent propre avec lesquels ils se mélangent. L'auteur explore les voies par lesquelles les Etats maîtrisent discrètement les secteurs les plus stratégiques en recourant régulièrement à des moyens frauduleux, et délèguent leur souveraineté à des intérêts privés totalement incontrôlés, jusqu'à donner naissance à une « économie trafiquante ».

Le rapport web

Rapport du président du Comité des négociations commerciales au Conseil Général

OMC, 2005, 17 p.

Le Directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, a indiqué, le 28 juillet 2005, dans le rapport final qu'il a présenté en tant que président du Comité des négociations commerciales, qu'il était encore possible d'assurer le succès de la Conférence ministérielle en décembre à condition que les Membres s'attachent « immédiatement après la pause d'été, à prendre des décisions politiquement engagées et axées sur des résultats ». Alors qu'il se préparait à céder ses fonctions de président, il a souhaité rappeler aux Membres que les négociations devaient être « un moyen d'améliorer les possibilités économiques et d'aider à concrétiser l'espoir

du développement ». Par conséquent, a-t-il ajouté, « nous ne saurions laisser les problèmes qui se posent dans les négociations faire échec à nos projets ».

L'article

Architecture financière internationale : au-delà des institutions de Bretton Woods

Aglietta, M. - Economie internationale, n° 100, 2004, pp. 60-83

Les espoirs dans une nouvelle architecture financière internationale centrée sur les institutions de Bretton Woods ne se sont pas concrétisés. L'article analyse quatre échecs majeurs des tentatives d'améliorer le fonctionnement du système financier international. Ces échecs résultent de l'influence prépondérante du néolibéralisme qui prône la soumission des Etats au jugement de la finance globale. Au contraire, la mondialisation ne pourra promouvoir un régime de croissance non excluant pour les pays en développement que si la communauté des Etats prend le contrôle politique de la régulation de la finance globale. Ce problème de gouvernance mondiale passe probablement par la formation d'espaces de coopération régionale dans les zones d'intégration économique. La formation d'espaces régionaux politiquement autonomes entraînera une appréhension nouvelle des biens publics globaux. La liquidité internationale deviendra un bien géré par un concert de banques centrales. Le recul de l'hégémonie américaine créera l'intérêt politique pour instituer une loi financière internationale réglant les crises de solvabilité.

Géographies

L'ouvrage

Comment la France a perdu l'Afrique

Glaser, A. ; Smith, S. Calmann-Lévy - [Cote ZAF.044](#)

Dans cet ouvrage remarquablement documenté et étayé d'innombrables exemples et témoignages, les auteurs pointent les erreurs et les ambiguïtés qui ont émaillé la politique africaine de la France, et lui ont fait perdre ce « pré carré » qu'elle rêvait de façonner à son image. À présent la France rapatrie ses ressortissants alors que l'Afrique a été abandonnée à son sort : effondrement de l'État, guerres, sida... L'aide a été amputée, les coopérants ont été retirés. Seule l'armée française est restée enfermée dans ses bases. Après avoir été pendant plus de quarante ans le « gendarme de l'Afrique », la France s'est recyclée en « gardien de la paix ». De plus en plus souvent, les États-Unis et la Chine dament le pion à une « vieille » France gênée aux entourlures par le génocide au Rwanda, le scandale Elf, les turpitudes de la « Françafrique »... À l'heure du divorce, l'ancienne puissance coloniale se trouve dans une situation intenable : qu'elle intervienne, comme en Côte d'Ivoire, et on dénonce son « ingérence ». Qu'elle s'abstienne, et on lui reproche son « indifférence ».

Le rapport web

Arab Human Development Report 2004: Towards Freedom in the Arab World

PNUD, 2005, 248 p.

Le monde arabe se trouve à la croisée des chemins historique. Aux prises à des problèmes de tensions intérieures et d'ingérence extérieure, les Arabes sont de plus en plus exclus des processus de détermination de leur futur. La liberté au sens large comprend non seulement la liberté civile et politique (en d'autres termes libération de l'oppression), mais aussi la libération de l'ensemble des autres facteurs allant à l'encontre de la dignité humaine. Pour garantir la liberté, il faut un système de bonne gouvernance, reposant sur une véritable représentation populaire et capable de faire respecter le droit de façon impartiale. Le gouffre qui sépare la réalité d'aujourd'hui et la situation dont rêve le monde arabe est une source de frustration et de désespoir pour ceux qui veulent une évolution de leur pays allant dans

L'agenda

- Forum PME Canton - Chine du Sud et Forum Shanghai - Chine de l'Est, Ubifrance / Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, 12-15 septembre 2005, Xiaolan, Chine
- Forum international sur l'économie chinoise, Bureau du Premier ministre japonais / Centre de l'OCDE à Tokyo / Economic and Social Research Institute, 20 septembre 2005, Tokyo, Japon
- Forum Africa 2005 « Investissements et partenariats pour un développement durable en Afrique », Africa Business Round, Afrique Expansion, 22-23 septembre 2005, Montréal, Canada
- Rencontre Franco-Sud-africaine dans le secteur du gaz, 25-29 septembre 2005, Johannesburg, Afrique du Sud
- Les rendez-vous de la Méditerranée, Réseau ANIMA, 30 septembre 2005, Marseille, France
- Séminaire « Les opportunités de la région du Grand Mékong », Ubifrance, 4 octobre 2005, Paris, France

le sens d'une transition pacifique vers des sociétés libres. Il faudrait par ailleurs adopter des politiques sociales innovantes pour éviter que l'évolution des structures sociales ne conduise à des crises sociales, économiques et politiques, qui pourraient générer de nouvelles injustices de plus en plus difficiles à contrôler. Le monde arabe se trouve à un tournant décisif qui ne permet plus ni la complaisance ni le compromis.

L'article

Asie émergente - 2005

Risques internationaux, n° 36-37, pp. 33-38

Après la reprise constatée en 2004, où la progression du PIB s'était établie à 8 %, la croissance se ralentit en Asie du Nord (hors Japon) et dans les pays d'Asie centrale. Tandis que la Chine a toujours du mal à maîtriser sa croissance, les autres pays d'Asie du Nord connaissent en effet un ralentissement qui pourrait avoir des conséquences sociales douloureuses, notamment à Taiwan, mais surtout en Corée du Sud. Le début de l'année 2005 n'a pas été très propice pour les pays de l'ASEAN. La Thaïlande, en particulier, affiche un recul qui met à mal la réputation de « vainqueur » de son Premier ministre Thaksin, alors qu'aux Philippines, la hausse des prix est exacerbée par la sécheresse, comme en Indonésie.

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle met également l'accent sur un événement majeur de la période. Cette revue s'attache à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos • Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du FMI • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagoflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la DGCID • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Karthala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'UIT • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'OCDE • Observations et diagnostics économiques • OCDE • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation FAO • Perspectives économiques de l'OCDE • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Annie LOPEZ-PORTZERT, Véronique SAUVAT

Réalisation : Alfred HUC, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43